



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 07 du 29 février 2008

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 3 mars 2008

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	113
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	113
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	113
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2008-40 en date du 8 février 2008 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle.....	113
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	113
CABINET DU PREFET	113
Service interministériel de défense et de protection civile	113
Extrait de l'arrêté n° 003/2008/SIDPC du 27 février 2008 portant autorisation d'exploiter un dépôt/débit de cartouches de chasse chargées de 3 ^{ème} catégorie	113
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	113
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.....	113
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 7 février 2008 portant : 1°) déclaration d'utilité publique en vue de l'établissement de servitudes des travaux de construction par GRTgaz des canalisations Erching-Obergailbach et Petit Tenquin-Cerville en vue du renforcement de l'artère du nord-est ; 2°) mise en compatibilité des plans d'occupation des sols (P.O.S.) des communes de Velaine-sous-Amance et Moncel-sur-Seille avec ce projet	113
Extrait de l'arrêté du 18 février 2008 modifiant la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites - formation dite "des carrières"	114
Extrait de l'arrêté du 18 février 2008 fixant les conditions de sécurité auxquelles doit satisfaire la canalisation d'oxygène Nancy-Pompey de l'AIR LIQUIDE.....	114
Extrait de l'arrêté du 20 février 2008 autorisant dans le cadre des travaux de l'institut géographique national ses agents et mandataires à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées sur le territoire de l'ensemble des communes du département	114
Extrait de l'arrêté du 20 février 2008 autorisant les agents et mandataires de la direction régionale de l'équipement à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées pour procéder à des travaux topographiques et des sondages géotechniques sur l'autoroute A33 à Ville-en-Vermois	115
Extrait de l'arrêté du 21 février 2008 déclarant d'utilité publique les travaux d'établissement du renforcement de l'alimentation électrique du poste haute tension de Longuyon et emportant modification des plans d'occupation des sols ou plans locaux d'urbanisme de Cutry, Haucourt-Moulaine, Cons-la-Grandville et Beuveille.....	115
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique	115
Extrait de l'arrêté du 19 février 2008 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de l'arrondissement de Briey	115
Extrait de l'arrêté du 19 février 2008 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour les arrondissements de Nancy, Lunéville et Toul	116
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 20 février 2008 concernant la création d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne ED à HOMECOURT de 952 m² de surface de vente	116
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières	116
Extrait du certificat de répartition des quotes parts budgétaires de la cité administrative du 12 février 2008	116
Arrêté n° 08.BMSSE.06 du 25 février 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey	116
Arrêté n° 08.BMSSE.07 du 25 février 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville	118
Arrêté n° 08.BMSSE.08 du 25 février 2008 chargeant Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, d'assurer l'intérim de la vacance des fonctions de sous-préfet de Toul	120
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	122
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	122
Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 08-0319 du 10 janvier 2008 (Meurthe-et-Moselle) et du 7 février 2008 (Meuse) autorisant l'adhésion de la commune de Troyon au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable H. Laffon de Ladebat et modifiant l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1947 portant création dudit Syndicat	122
Extrait de l'arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle, Moselle) du 13 février 2008 autorisant l'adhésion de la commune d'Audun-le-Tiche (Moselle) à l'autorité organisatrice des transports collectifs du bassin de Longwy (SITRAL)	122
Extrait de l'arrêté du 18 février 2008 autorisant le versement de l'excédent de trésorerie du syndicat mixte de la colline de Sion-Vaudémont au Conseil Général de Meurthe-et-Moselle	122
Extrait de l'arrêté du 21 février 2008 portant dissolution du syndicat intercommunal du réemetteur de Pont-Saint-Vincent et fixant la répartition de l'actif du syndicat entre les communes membres	122
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	122
Extrait de l'arrêté du 27 février 2008 instituant l'implantation du bureau de vote dans la commune de Villers-la-Chèvre - Année 2008	122
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	122
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE	122
Extrait de la délibération n° 75/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 mai 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997	122
Extrait de la délibération n° 143/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997	123
Extrait de la délibération n° 152/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997	123
Extrait de la délibération n° 154/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997	123
Extrait de la délibération n° 155/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997	123
Extrait de la délibération n° 157/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997	123
Extrait de la délibération n° 158/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997	123
Extrait de la délibération n° 159/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997	123
Extrait de la délibération n° 160/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997	123
Extrait de la délibération n° 164/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997	123

Extrait de la délibération n° 166/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997.....	123
Extrait de la délibération n° 172/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 20 novembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997.....	124
Extrait de la délibération n° 173/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 20 novembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997.....	124
Extrait de la délibération n° 193/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997.....	124
Extrait de la délibération n° 194/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997.....	124
Extrait de la délibération n° 195/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997.....	124
Extrait de la délibération n° 197/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997.....	124
Extrait de la délibération n° 200/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997.....	124
Extrait de la délibération n° 7/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 janvier 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997.....	124
Service actions et établissements de santé	124
Extrait de l'arrêté n° 10 du 14 février 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe.....	124
Extrait de l'arrêté n° 20 du 21 février 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson.....	125
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	125
Service solidarité autonomie.....	125
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 24 / DISAS/SHD/N° 2008/006 du 15 février 2008 autorisant l'association de gestion de la maison de retraite Sainte Thérèse de LUDRES à créer 12 places d'accueil de jour et 3 places d'hébergement temporaire.....	125
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 5203 / DISAS/SHD/N° 2008/009 du 15 février 2008 autorisant l'association « Villa Saint Pierre Fourier » à transformer la Villa Saint Pierre Fourier en un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) après transfert dans de nouveaux locaux.....	126
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....	126
Service économie agricole et aménagement foncier.....	126
Extrait de l'arrêté n° 08/15/DDAF/REMBT du 14 février 2008 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs d'Azerailles.....	126
Service environnement - eau.....	126
Extrait de l'arrêté du 4 octobre 2007 autorisant la direction départementale de l'Office National des Forêts à effectuer des travaux temporaire intéressant le lit du ruisseau du Grand Rupt pour le remplacement d'un passage busé sur le territoire de la commune d'Hénaménil.....	126
Extrait de l'arrêté du 4 octobre 2007 autorisant la conseil général de Meurthe-et-Moselle à effectuer des travaux temporaires intéressant le lit du ruisseau de la Réhanne pour la création d'un radier avec murs parafoiilles sur le pont de la RD 100 sur le territoire de la commune de Minorville.....	127
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT.....	128
Service aménagement, risques et urbanisme	128
Extrait de l'arrêté du 27 février 2008 autorisant la constitution de l'association foncière urbaine ayant pour objet le remembrement et l'aménagement des terrains situés à Malleloy, lieu-dit "A la Cheneau".....	128
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	128
Extrait de l'arrêté du 27 février 2008 portant inscription de la commune de Baccarat sur la liste des communes touristiques du département de Meurthe-et-Moselle.....	128
DIRECTION DES SERVICES FISCAUX.....	128
Extrait de l'arrêté du 8 janvier 2008 portant clôture des travaux de remaniement du cadastre de la commune d'Atton	128
Extrait de l'arrêté du 8 janvier 2008 portant clôture des travaux de remaniement du cadastre de la commune de Champey-sur-Moselle.....	129
AUTRES SERVICES.....	129
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU	129
Décision n° 007/08 du 25 janvier 2008 de délégation de signature	129
VILLE DE POMPEY	129
Extrait de l'arrêté du maire de Pompey du 18 janvier 2008 instituant un règlement de publicité sur la commune de Pompey.....	129

AVIS ET COMMUNICATIONS.....131

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....131

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT.....131

Service aménagement, risques et urbanisme

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 12806 du 26 février 2008 autorisant A.I.R. à exécuter des travaux sur la commune de Homécourt

AUTRES SERVICES.....131

CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE.....131

Extrait de la décision du 12 février 2008 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant la transmission de données issues de la DUE et du TESA à l'ANPE, à AGRICA et à la Direction des études et des répertoires statistiques de la CCMSA

LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

Service interministériel de défense et de protection civile

Circulaire du 14 février 2008 relative au nouveau dispositif de vigilance météorologique "Pluie-Inondations"

Bureau des affaires politiques

Circulaire du 25 février 2008 aux maires des communes des cantons renouvelables relative aux élections cantonales des 9 et 16 mars 2008

Circulaire du 25 février 2008 relative aux élections municipales des 9 et 16 mars 2008 - Transmission téléphonique des résultats

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de la citoyenneté

Circulaire du 31 janvier 2008 aux maires des communes des cantons renouvelables relative aux élections cantonales des 9 et 16 mars 2008 -

Commissions de propagande électorale

Circulaire du 31 janvier 2008 aux maires des communes de plus de 2500 habitants relative aux élections municipales des 9 et 16 mars 2008 -

Commissions de propagande électorale

Circulaire du 5 février 2008 relative à l'organisation matérielle et au déroulement des élections municipales et cantonales des 9 et 16 mars 2008

Circulaire du 8 février 2008 relative à la liste des officiers de police judiciaire habilités à établir des procurations de vote pour l'année 2008

Circulaire du 25 février 2008 relative à la clôture des listes électorales pour l'année 2008 - Etat statistique annuel des électeurs inscrits

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Circulaire du 8 février 2008 relative à la mise en oeuvre des mesures salariales dans la fonction publique

Circulaire du 8 février 2008 relative aux indemnités pour le gardiennage des églises communales

Circulaire du 21 février 2008 relative à la tenue du registre des délibérations et du registre des arrêtés

Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire

Circulaire du 31 janvier 2008 relative au fonds de compensation pour la TVA - Année 2008

Les textes complets de ces circulaires peuvent être consultés auprès des services émetteurs ci-dessus.

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****Secrétariat général pour les affaires régionales**

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2008-40 en date du 8 février 2008 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la Région Lorraine
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont nommés membres du conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle :

- En tant que représentants des assurés sociaux sur désignation de :

. la Confédération Générale du Travail (CGT) :

Titulaires : M. Eskill ADENOT
Mme Françoise SEIROLLE née PAYEN

Suppléants : M. Abder Rahim FAIQ
Mme Yolande GASPARINI MARITALE

. la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière (CGT-FO) :

Titulaires : M. Daniel PICCINELLI
Mme Christelle ROUX

Suppléants : Mme Monique BOGE
M. Jean-Claude CHARPENTIER

. la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) :

Titulaires : M. Patrick DELICOURT
Mme Anne-Marie MAUSS

Suppléants : Mme Isabelle ABDELMOULA
Mme Michèle PONCIONI

. la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) :

Titulaire : M. Christian BIRON

Suppléant : Melle Caroline TYKOCZINSKY

. la Confédération Française de l'Encadrement CGC (CFE-CGC) :

Titulaire : M. Jean Noël DUCHÊNE

Suppléant : M. Jean-Patrick GIL

- En tant que représentants des employeurs :

. sur désignation de l'Union professionnelle artisanale (UPA) :

Titulaire : Mme Michèle JACQUEMIN

Suppléant : M. Claudius HAMARD

- En tant que représentants des travailleurs indépendants :

. sur désignation de l'Union professionnelle artisanale :

Titulaire : Mme Ginette CASPAR

Suppléant : Mme Nathalie FUND

- En tant que représentants des associations familiales :

Titulaires : Mme Patricia MALGRAS
Mme Annie OLIVIER

M. Etienne SIAUD
M. Emmanuel VIEL

Suppléants : Mme Bernadette ALVERNHE
Mme Michèle CHALON

M. André LOUP
Mme Annick VOIRIN

- En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de région :

Mme Marie-Noëlle FRAGNIERE

Mme Brigitte HENNEQUIN-MORLOT

M. Jean-Paul LACRESSE

Mme Monique VASSEUR

Art. 2 : L'arrêté SGAR N° 2007-178 en date du 6 juillet 2007 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

Art. 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché au bulletin officiel de la Région Lorraine ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Le préfet de la Région Lorraine,
Bernard NIQUET

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**Cabinet du préfet****Service interministériel de défense et de protection civile**

Extrait de l'arrêté n° 003/2008/SIDPC du 27 février 2008 portant autorisation d'exploiter un dépôt/débit de cartouches de chasse chargées de 3^{ème} catégorie

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La société « DECATHLON » sise ZAC du Val de l'Orne – 54800 Conflans-en-Jarnisy est autorisée à établir et exploiter un dépôt-débit de cartouches de chasse chargées de 3^{ème} catégorie sur le territoire de la commune de Conflans-en-Jarnisy sous les conditions énoncées aux articles suivants.

Art. 2 : La quantité de cartouches de chasse chargées contenue dans le dépôt/débit ne devra excéder à aucun moment le maximum de 250.000 unités,

représentant 412,5 kg de matière active de 3^{ème} classe.

Art. 3 : Les cartouches de chasse chargées seront conservées dans leur emballage d'origine, dans un local spécifique – mur plein – ou dans un rayonnage fermé, pourvu d'une serrure de sûreté et dont l'ouverture ne pourra se faire qu'au moment d'effectuer les prélèvements nécessaires à la vente. Les emballages contenant les cartouches de chasse chargées devront être disposés de manière à être facilement extraits en cas d'incendie.

Le local ou le rayonnage sera spécialement affecté à cet effet, éloigné de toute source de chaleur, des conducteurs électriques et de toute accumulation de matières facilement inflammables.

Il sera interdit de fumer à l'intérieur du magasin. Cette interdiction sera mentionnée à l'entrée du magasin et régulièrement rappelée à l'intérieur.

Le magasin sera pourvu des dispositifs nécessaires pour combattre un éventuel incendie : extincteurs, postes d'eau sous pression, détecteurs d'incendie et de fumées, dispositifs d'extinction automatiques,...

Toutes les précautions seront prises pour préserver les cartouches de chasse chargées de l'humidité.

Art. 4 : Le dépôt/débit sera placé sous la surveillance générale d'un préposé responsable. Cette personne sera choisie et nommément désignée par le permissionnaire.

Les personnes affectées au service du débit auront seules le droit d'accès et leur nombre sera aussi réduit que possible.

Le préposé sera occupé à proximité du local ou du rayonnage contenant les cartouches de chasse chargées de façon à pouvoir exercer une surveillance directe.

En dehors des heures d'ouverture, la surveillance du magasin sera assurée par un système de télésurveillance.

Art. 5 : La perte, le vol, et plus généralement la disparition, quelle qu'en soit la cause effective ou supposée, de produits explosifs, seront déclarés dans les 24 heures à la gendarmerie ou aux services de police.

Art. 6 : Si le dépôt/débit est inexploité pendant plus d'un an, sa remise en service sera subordonnée à la délivrance d'une nouvelle autorisation.

Art. 7 : Avant la cessation d'exploitation du dépôt/débit, l'exploitant en avise le préfet et précise les conditions dans lesquelles le transfert des cartouches de chasse chargées restantes sera assuré.

Art. 8 : Lorsque l'établissement ou l'exploitation du dépôt/débit ne respecte pas les conditions imposées par l'arrêté préfectoral, l'autorisation pourra, après mise en demeure, être suspendue, jusqu'à ce qu'il ait été satisfait aux conditions susdites.

Art. 9 : L'autorisation est personnelle. Tout nouvel exploitant est tenu de solliciter, au préalable, le transfert de l'autorisation à son profit.

Art. 10 : L'installation est soumise aux dispositions du décret n°79.846 du 28 septembre 1979.

Une consigne générale de sécurité sera établie par l'exploitant et affichée à proximité du local ou du rayonnage contenant les cartouches de chasse chargées.

Art. 11 : Le directeur de cabinet, le maire de Conflans-en-Jarnisy, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au directeur du magasin DECATHLON de Conflans-en-Jarnisy.

Nancy, le 27 février 2008
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Jacques RANCHERE

Direction du développement durable et des politiques interministérielles**Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement**

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 7 février 2008 portant :

1°) déclaration d'utilité publique en vue de l'établissement de servitudes des travaux de construction par GRTgaz des canalisations Erching-Obergailbach et Petit Tenquin-Cerville en vue du renforcement de l'artère du nord-est ; 2°) mise en compatibilité des plans d'occupation des sols (P.O.S.) des communes de Velaine-sous-Amance et Moncel-sur-Seille avec ce projet

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la Région Lorraine
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont déclarés d'utilité publique, au profit de GRTgaz, en vue de l'établissement des servitudes, les travaux de construction des canalisations ERCHING-OBEGAILBACH et PETIT TENQUIN-CERVILLE en vue du renforcement de l'artère du Nord-Est et ses installations associées sur le territoire des communes ci-après :

Communes situées en Moselle			Communes situées en Meurthe-et-Moselle
AMELECOURT	GERBECOURT	PEVANGE	CERVILLE
BERMERING	GRENING	PUTTIGNY	CHAMPENOIX
BURLIONCOURT	GROSREDERCHING	RACRANGE	LANEUVELOTTTE
CHAMBREY	GROSTENQUIN	RICHE	MAZERULLES
CHATEAU-SALINS	HABOUDANGE	RIMLING	MONCEL-SUR-SEILLE
CONTHIL	HELLIMER	RODALBE	VELAINE-SOUS-AMANCE
COUTURES	LENING	VALLERANGE	
DALHAIN	LUBECOURT	VANNECOURT	
ERCHING	MORHANGE	VAXY	
ERSTROFF	OBEGAILBACH	VIRMING	
FRANCALTROFF	PETIT-TENQUIN		

conformément aux cartes de tracé au 1/25000^{ème} annexées au présent arrêté. Ce gazoduc sera constitué de tubes en acier de DN (diamètre nominal) 900 à la PMS (pression maximale effective de service) de 80 bars sur 45 km dans le département de la Moselle et 14 km dans le département de la Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 : Les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération sont exposés dans le document ci-annexé prévu à l'article L11-1-1 du Code de l'Expropriation.

Art. 3 : Le présent arrêté emporte approbation des nouvelles dispositions des plans d'occupation des sols des communes de VELAINES-SOUS-AMANCE et MONCEL-SUR-SEILLE en tant qu'ils sont incompatibles avec l'opération déclarée d'utilité publique à l'article 1^{er}, conformément aux documents annexés au présent arrêté qui seront consultables en préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle ainsi qu'en mairies de VELAINES-SOUS-AMANCE et MONCEL-SUR-SEILLE.

Il sera procédé en application de l'article R.123-22 du Code de l'Urbanisme à la mise à jour des plans d'occupation des sols des communes de VELAINES-SOUS-AMANCE et MONCEL-SUR-SEILLE.

Art. 4 : Le présent arrêté accompagné du document exposant les motifs et considérations de la déclaration d'utilité publique sera affiché pendant un mois dans les communes susvisées selon les usages locaux et publié au Recueil des Actes Administratifs des services de l'Etat en Moselle et Meurthe-et-Moselle.

L'arrêté et ses annexes sont consultables en préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle ainsi que dans les mairies précitées.

L'accomplissement de la formalité d'affichage sera constaté par un procès-verbal dressé par les maires.

Mention de cet affichage sera insérée dans les quotidiens "LE REPUBLICAIN LORRAIN" et "L'EST REPUBLICAIN".

Art. 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, les Sous-Préfets de CHATEAU-SALINS, FORBACH et SARREGUEMINES, les Maires des communes concernées et le Directeur Général de GRTgaz sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Conseil d'Etat dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et dont copie conforme sera adressée au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et aux Directeurs départementaux de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le préfet de la Région Lorraine,

Préfet de la Moselle,

Pour le préfet et par délégation,

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Le secrétaire général,
Bernard GONZALEZ

ANNEXE

Le présent document expose les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique des travaux de construction par GRTgaz des canalisations ERCHING / OBERGAILBACH et PETIT-TENQUIN / CERVILLE en vue du renforcement de l'Artère du Nord-Est.

Cette artère, mise en service en 1979 reliant ERCHING (situé en Moselle à la frontière franco-allemande) au stockage souterrain de CERVILLE (54) a fait l'objet d'un doublement partiel en 1984 entre OBERGAILBACH et PETIT-TENQUIN. La pose de ces deux tronçons de canalisation achèvera le doublement de l'ouvrage existant.

La loi du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie, ainsi que le décret du 19 mars 2004 relatif aux obligations de service public dans le secteur du gaz pris en application de l'article 16 de la loi précitée, définissent les missions du service public du gaz naturel et précisent les obligations imposées aux opérateurs. Ces obligations portent notamment sur la continuité de la fourniture de gaz.

Pour assurer cette mission de service public telle que définie ci-dessus, GRTgaz se doit d'assurer le transport des quantités de gaz nécessaires entre ses points d'approvisionnement et ses points de livraisons (postes d'alimentation des distributions publiques et des clients industriels).

A cet effet et afin de répondre à la demande des fournisseurs de capacités supplémentaires de transport de gaz, GRTgaz a déposé une demande d'autorisation ministérielle pour la construction et l'exploitation de deux tronçons supplémentaires :

- l'un en Moselle, de 5 km environ, partant de la frontière franco-allemande à ERCHING, jusqu'à la station d'OBERGAILBACH ; ce tronçon sera raccordé au réseau existant à OBERGAILBACH par l'aménagement du poste d'interconnexion,

- l'autre reliant PETIT-TENQUIN en Moselle au stockage souterrain de CERVILLE en Meurthe-et-Moselle, de 54 km environ ; ce tronçon sera équipé de deux postes de sectionnement, l'un sur la commune de RACRANGE et l'autre sur la commune de CHATEAU-SALINS ; il sera également équipé d'un poste de demi-coupure sur la commune de CERVILLE,

soit une longueur totale d'environ 59 km, de diamètre extérieur 914 mm (DN 900), en acier, avec une pression maximale effective de service de 80 bars.

GRTgaz a sollicité la déclaration d'utilité publique de ces travaux en vue de l'établissement de servitudes.

Les avis favorables sans réserves, donnés par la commission d'enquête dans son rapport du 5 novembre 2007, sur l'autorisation de construction et d'exploitation de l'ouvrage et sur l'utilité publique du projet susvisé confirment la régularité du déroulement des enquêtes et le bien fondé du projet.

Ces motifs et considérations fondent l'utilité publique du projet de renforcement de l'artère du Nord-Est.

Préfecture de Meurthe-et-Moselle,
VU pour être annexé
à mon arrêté de ce jour,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Préfecture de la Moselle,
VU pour être annexé
à mon arrêté de ce jour,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Bernard GONZALEZ

Extrait de l'arrêté du 18 février 2008 modifiant la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites - formation dite "des carrières"

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 5 de l'arrêté du 13 novembre 2006 portant composition de la formation spécialisée dite "des carrières" est modifié comme suit :

5-4 : Collège des personnes compétentes :

Suppléant : M. Jean-Raymond VERNET, représentant l'Unicem Lorraine, en remplacement de M. Michel FOURNIER.

Suppléant : M. Dominique SPASSKI, représentant l'Unicem Lorraine, en remplacement de M. Alexandre MONTET.

Le reste sans changement.

Art. 2 : Le mandat du représentant visé à l'article 1 expirera le 12 novembre 2009. Ce mandat est renouvelable.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée aux membres de la formation spécialisée dite "des carrières" de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Nancy, le 18 février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 18 février 2008 fixant les conditions de sécurité auxquelles doit satisfaire la canalisation d'oxygène Nancy-Pompey de l'AIR LIQUIDE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant le risque occasionné à la sécurité de l'exploitation de la canalisation susmentionnée ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'exploitation de la canalisation d'oxygène antenne de Nancy-Pompey dont la sécurité de l'exploitation est menacée par une passerelle piétonne dont les infrastructures ne sont plus soutenues en raison de l'érosion de la berge gauche de l'AMEZULE est suspendue.

Art. 2 : Cette canalisation ne pourra être remise en service qu'après mise en œuvre par AIR LIQUIDE de dispositions destinées à supprimer cette partie aérienne de la canalisation.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, la société AIR LIQUIDE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 20 février 2008 autorisant dans le cadre des travaux de l'institut géographique national ses agents et mandataires à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées sur le territoire de l'ensemble des communes du département

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il convient de prendre toute mesure pour que ce personnel n'éprouve aucun empêchement de la part des propriétaires, occupants ou exploitants des terrains touchés par l'opération précitée ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Les ingénieurs des ponts et chaussées, ingénieurs des travaux géographiques et cartographiques de l'Etat et des géomètres chargés des opérations de géodésie, de nivellement, de stéréopréparation, de levé ou de révision des cartes et de l'installation de repères, signaux et bornes, les géomètres privés opérant pour le compte de l'IGN et le personnel qui les aide dans ces travaux, sont autorisés, sous réserve des droits des tiers, à circuler librement sur le territoire de l'ensemble des communes du département, à pénétrer dans les propriétés publiques et privées, closes ou non closes.

Art. 2 : Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur la valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à la constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

Art. 3 : Chacun des techniciens et agents chargés des études et travaux sera muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Art. 4 : Dans les propriétés closes, l'introduction des techniciens et agents susvisés n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 5 de la loi du 29 décembre 1892.

Art. 5 : Tout dommage causé aux propriétaires, champs et récoltes par les travaux désignés ci-dessus sera réglé, à défaut d'entente amiable entre l'intéressé et l'opérateur, par le tribunal administratif de Nancy, dans les conditions prévues aux dispositions du code des tribunaux administratifs.

Art. 6 : Les maires des communes du département de Meurthe-et-Moselle sont invités à prêter au besoin leur concours et l'appui de leur autorités aux personnels désignés à l'article 1^{er}.

Ils prendront les dispositions nécessaires pour que les ingénieurs et géomètres chargés des travaux puissent, sans perte de temps, consulter les documents cadastraux et accéder à la salle où ils sont déposés.

Les brigades de gendarmerie chargées de la surveillance des points géodésiques dans les communes de leur circonscription par circulaire n°7303 DN/Gend. T du ministère de la défense nationale du 22 février 1956, sont également invitées à prêter leur concours aux agents de l'IGN en tant que de besoin.

Art. 7 : Conformément aux dispositions de la loi du 6 juillet 1943 susvisée, l'implantation à titre permanent de certains signaux, bornes et repères sur une propriété publique ou privée, ainsi que la désignation d'un édifice en tant que point géodésique permanent feront l'objet d'une décision du directeur général de l'IGN notifiée au propriétaire concerné et instituant une servitude de droit public dans les conditions définies par les articles 3 à 6 de la dite loi.

Art. 8 : Il est interdit de troubler, de quelque manière que ce soit, l'exécution des travaux, ainsi que d'arracher ou de déplacer des balises, piquets, jalons, bornes, repères ou signaux placés par les agents chargés des études.

Chargés d'assurer la surveillance des bornes, repères, signaux et points géodésiques, les gendarmes de la circonscription dresseront procès-verbaux des infractions constatées et les maires des communes concernées signaleront immédiatement les détériorations à l'institut géographique national – service géodésie nivellement – bureau des servitudes – 2/4 avenue Pasteur – 94165 SAINT MANDE CEDEX.

Art. 9 : La présente autorisation est valable cinq ans à compter de la date du présent arrêté et sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'un début d'exécution dans un délai de six mois.

Art. 10 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture et sera affiché dans toutes les communes du département. Un certificat établi par chacun des maires attestera du bon accomplissement de la formalité d'affichage.

Art. 11 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 12 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de l'institut géographique national, les maires du département et le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté
Nancy, le 20 février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 20 février 2008 autorisant les agents et mandataires de la direction régionale de l'équipement à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées pour procéder à des travaux topographiques et des sondages géotechniques sur l'autoroute A33 à Ville-en-Vermois

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe de faciliter les études sur le terrain du projet dont il s'agit ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Les agents et mandataires de la direction régionale de l'équipement-Lorraine, ainsi que les agents des entreprises travaillant pour son compte, sont autorisés à procéder aux travaux topographiques et des sondages géotechniques sur l'autoroute A33 au niveau de la commune de Ville-en-Vermois.

A cet effet, sous réserve du droit des tiers, ils pourront pénétrer dans les propriétés publiques et privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) et dans les zones boisées, y planter des balises, y établir des jalons, piquets et repères, y pratiquer des sondages, fouilles et coupures, y exécuter des ouvrages temporaires et y faire des abattages, élagages, ébranchements, nivellements et autres travaux ou opérations que les études ou la réalisation du projet rendront indispensables.

Les opérations ci-dessus seront effectuées dans la commune de Ville-en-Vermois.

Art. 2 : Chacun des techniciens et agents chargés des études et travaux sera muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Art. 3 : Dans les propriétés closes, l'introduction des techniciens et agents susvisés n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 5 de la loi du 29 décembre 1892.

Art. 4 : Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur la valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à la constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

Art. 5 : Tout dommage causé aux propriétaires, champs et récoltes par les travaux désignés ci-dessus sera réglé, à défaut d'entente amiable entre l'intéressé et l'opérateur, par le tribunal administratif de Nancy, dans les conditions prévues aux dispositions du code des tribunaux administratifs.

Art. 6 : Il est interdit de troubler, de quelque manière que ce soit, l'exécution des travaux, ainsi que d'arracher ou de déplacer des balises, piquets, jalons, bornes, repères ou signaux placés par les agents chargés des études.

Art. 7 : Monsieur le maire de la commune de Ville-en-Vermois, Monsieur le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, les gardes champêtres et forestiers, les propriétaires et les habitants des communes dans lesquelles les études seront faites, sont invités à prêter aide et assistance aux techniciens ainsi qu'au personnel effectuant les études et travaux.

Ils prendront des mesures nécessaires pour la conservation des balises, jalons, piquets et repères servant au tracé.

Art. 8 : La présente autorisation est valable deux ans à compter de la date du présent arrêté et sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'un début d'exécution dans un délai de six mois.

Art. 9 : Le présent arrêté devra, dès réception, être affiché aux endroits habituels dans la communes citée à l'article 1^{er} dont le maire adressera immédiatement à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

Art. 10 : Il pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 11 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de Ville-en-Vermois et le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au directeur régional de l'équipement-Lorraine.

Nancy, le 20 février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 21 février 2008 déclarant d'utilité publique les travaux d'établissement du renforcement de l'alimentation électrique du poste haute tension de Longuyon et emportant modification des plans d'occupation des sols ou plans locaux d'urbanisme de Cutry, Haucourt-Moulaine, Cons-la-Grandville et Beuveille

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement des servitudes, les travaux d'établissement du renforcement de l'alimentation électrique du poste haute tension de Longuyon, sur le territoire des communes de Longuyon, Montigny-sur-Chiers, Ugny, Viviers-sur-Chiers, Cutry, Chenières, Haucourt-Moulaine, Cons-la-Grandville, Beuveille.

Art. 2 : Le présent arrêté emporte modification des plans d'occupation des sols de Cutry, Haucourt-Moulaine, Cons-la-Grandville, Beuveille, en tant qu'ils sont compatibles avec l'ouvrage projeté. La mise à jour de ces plans d'occupation des sols s'effectuera conformément aux dispositions de l'article R. 123-22 du Code de l'Urbanisme.

Art. 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les mairies de Longuyon, Montigny-sur-Chiers, Ugny, Viviers-sur-Chiers, Cutry, Chenières, Haucourt-Moulaine, Cons-la-Grandville, Beuveille.

Art. 4 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le directeur départemental de l'équipement et les maires de Longuyon, Montigny-sur-Chiers, Ugny, Viviers-sur-Chiers, Cutry, Chenières, Haucourt-Moulaine, Cons-la-Grandville, Beuveille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée à M. le Directeur de RTE EDF Transport SA.

Nancy, le 21 février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique

Extrait de l'arrêté du 19 février 2008 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de l'arrondissement de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 26 février 2007 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de l'arrondissement de BRIEY est abrogé.

Art. 2 : Sont désignés pour siéger au sein de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de l'arrondissement de BRIEY :

Au titre des associations familiales ou de consommateurs

Titulaire

- Mme Jocelyne SURBACK de l'association CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE (CLCV)

Suppléant

- Mme Christiane CORRADI de l'association CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES (CSF)

Au titre de l'association française des établissements de crédit et d'investissement

Titulaire

- M. Céranne BRIZION – CAISSE DE CREDIT MUTUEL de Longwy-bas – place Leclerc – 54400 LONGWY

Suppléant

- Mme Danielle GNEMMI – BANQUE POPULAIRE DE LORRAINE CHAMPAGNE – 5, rue Jean Renoir – 57100 THIONVILLE

Au titre de la personne compétente en économie sociale et familiale

- Mme Brigitte KOSINSKI – service tutelle UDAF – 15 C, rue Anatole France – 54400 LONGWY

Au titre de la personne juriste

- Une personne proposée par madame la première présidente de la cour d'appel de Nancy.

Art. 3 : Les membres désignés ci-dessus sont nommés pour une durée d'un an renouvelable.

Art. 4 : Le présent arrêté est applicable à compter du 7 mars 2008.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 19 février 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté du 19 février 2008 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour les arrondissements de Nancy, Lunéville et Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 28 novembre 2007 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour les arrondissements de NANCY, LUNEVILLE et TOUL est abrogé.

Art. 2 : Sont désignés pour siéger au sein de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers, compétente pour les arrondissements de Nancy, Lunéville et Toul :

Au titre des associations familiales ou de consommateurs

Titulaire

- Mme Anne-Marie TAINGLAND de l'union départementale CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE (CLCV) – 2 rue des Fabriques – 54000 NANCY Suppléant

- Melle Souad BENANNI-TANNOUCH de l'union départementale CONFEDERATION GENERALE DU LOGEMENT (CGL) – 1 rue Charles Gounot – BP 90 – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE

Au titre de l'association française des établissements de crédit et d'investissement

Titulaire

- Mme Catherine RENAULD responsable du service recouvrement- CREDIT IMMOBILIER DE FRANCE-EST – 16 rue Raymond Poincaré – 54000 NANCY Suppléant

- M. Jean-Pierre SKIERKOWSKI - CETELEM – immeuble Millenium – 2/3 Zac cœur Bastide – 9/13 rue Jean-Paul Alaux – 33072 BORDEAUX CEDEX.

Au titre de la personne compétente en économie sociale et familiale

- M. Jean-Paul LACRESSE, représentant de la CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES – 10 allée Saint Exupéry – 54510 TOMBLAINE

Au titre de la personne juriste

- Une personne proposée par madame la première présidente de la cour d'appel de Nancy.

Art. 3 : Les membres désignés ci-dessus sont nommés pour une durée d'un an renouvelable.

Art. 4 : Le présent arrêté est applicable à compter du 4 mars 2008.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet chargé de la cohésion sociale et le directeur du développement durable et des politiques interministérielles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 19 février 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 20 février 2008 concernant la création d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne ED à HOMECOURT de 952 m² de surface de vente

Réunie le 20 février 2008, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SAS ED, en qualité de future exploitante, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne ED à HOMECOURT de 952 m² de surface de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Homécourt.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 22 février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de bureau,
D. PUCELLE

Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières

Extrait du certificat de répartition des quotes parts budgétaires de la cité administrative du 12 février 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CERTIFIE

que le budget de fonctionnement de la cité administrative de Nancy s'élève pour l'année 2008, après avis du conseil de cité, à la somme de 201 650 € compte tenu du solde 2007, le montant du titre de perception à émettre pour la quote-part des services co-affectataires s'élève à 172 725 €.

SERVICES CO-AFFECTATAIRES	Quote-part année 2008
Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi Direction des Services Fiscaux Rue Jacques Bellange CO 42 – 54036 NANCY CEDEX	99 197 €
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt 45 rue Ste Catherine – 54043 NANCY CEDEX	54 532 €
Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales Préfecture 1, rue du Préfet Claude Erignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX	3 321 €
Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales Service Zonal des Systèmes d'Information et de Communication Casernes Riberpray – Rue Belle Isle – 57036 METZ CEDEX	612 €
Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi Direction Régionale des Douanes Rue Cyfflé – CO 61 – 54036 NANCY CEDEX	212 €
Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi Direction de la Comptabilité Publique Rue Cyfflé – CO 61 – 54036 NANCY CEDEX	14 851 €
TOTAL	172 725 €

Nancy, le 12 février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Arrêté n° 08.BMSSE.06 du 25 février 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

Vu le décret du président de la République en date du 21 octobre 2005 nommant Monsieur Philippe GAZAGNES sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

Vu le décret du président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme NORMAND en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 11 septembre 2006 nommant Monsieur Jacques RANCHERE en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant Monsieur Philippe SAFFREY sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière

- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des

cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

4) Police des armes :

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
- délivrance des permis de chasser
- visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

5) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

6) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue.
- Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur
- autorisation de transport de corps en territoire étranger

7) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers
- autorisation des ventes en liquidation et ventes au débailage (code de commerce, articles L310-1 à L. 310-7)
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

II - ÉTAT CIVIL ET ASSOCIATIONS

- 1) cartes nationales d'identité (autorisations de sortie de territoire pour les mineurs, laissez-passer)
- 2) passeports
- 3) associations (délivrance des récépissés de déclaration)

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

- constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de Brie
- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

IV - ÉLECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

1) Affaires électorales

- créations ou suppressions de bureaux de vote
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
- fixation des dates limites :
 - . du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
 - . du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
 - . de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
 - . de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Brie

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

5) Intercommunalité :

- création et dissolution des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement
- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
- autres modifications statutaires desdits EPCI
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
- acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement
- 6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs
- 7) Divers
 - délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1^{er} octobre 1990

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

- 1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales
- 2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)

3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation
- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
- saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes

6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1^{er} juillet 2004

VI - AFFAIRES FONCIÈRES ET URBANISME

- 1) enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif
- 2) enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques
- 3) création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

VII - ENVIRONNEMENT

Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et L.141-1 et R.141-3 à L.141-8 du code forestier)
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article R.134-8 du code forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier)
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural)

VIII - SUBVENTIONS D'ÉTAT ET FONDS EUROPÉENS

- ◆ Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :
 - des fonds structurels européens
 - des subventions d'État : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce (FISAC), Dotation Globale d'Équipement des communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)
 - de subventions de la convention après-mines du contrat de plan État - Région
- ◆ Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation Globale d'Équipement (DGE) des communes

IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)
- 4) Signature au nom de l'État des contrats éducatifs locaux
- 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance
- 6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

X - SOCIAL

- ◆ Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement

Art. 2 : Délégation est donnée à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Brie pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Brie pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet, cette présidence est assurée par Monsieur Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Madame Annie LAVAU et Monsieur Lakhdar BRAHIMI, attachés.

Art. 3 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet, au titre des dépenses de fonctionnement de l'administration préfectorale (programme administration territoriale 108) relevant de ses centres

de responsabilité (résidence et services administratifs) et pour les lignes budgétaires dont il a la responsabilité.

Art. 4 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

. délivrance des primata et duplicata :

- de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
- de permis étrangers dont la conversion est possible
- de permis internationaux

. délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul

. délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage

Art. 5 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet, à l'effet de signer tous les documents et pièces relatifs aux dossiers de demande de naturalisation française.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet, cette délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey et en cas d'absence simultanée de ceux-ci, cette délégation est exercée par Monsieur Lakhdar BRAHIMI et Madame Annie LAVAUX, attachés.

Art. 6 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :

. refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour

. retrait de récépissé de carte de séjour ou d'autorisation provisoire de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Art. 7 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey, pour les arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM.

Art. 8 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général.

Art. 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey, délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey, pour toutes les matières énumérées à l'article 1er, paragraphe I alinéas 3, 4, 5, 6 et 7 ; paragraphes II, III, paragraphe IV alinéa 6, paragraphe V alinéas 2, 5 et 6, paragraphes VI, VII, VIII, IX et X, à l'exception de la présidence des commissions de surendettement.

Délégation de signature permanente est également donnée à Monsieur Jean-Marie CITERLE pour signer :

- les ampliations des arrêtés,
- tous documents relatifs aux matières énumérées aux articles 3 et 4.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey, délégation de signature est donnée à Madame Annie LAVAUX et M. Lakhdar BRAHIMI, attachés à l'effet de signer les matières déléguées à Monsieur Jean-Marie CITERLE.

Art. 10 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey, les fonctions de sous-préfet de Briey sont exercées par Monsieur Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture, ou par Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, et, à défaut de ces derniers, par Monsieur Jérôme Normand, sous-préfet, chargé de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet.

Art. 11 : L'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.122 du 15 octobre 2007 accordant délégation de signature à Monsieur RONSSIN, sous-préfet de Briey, est abrogé.

Art. 12 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Briey et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 février 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° 08.BMSSE.07 du 25 février 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

Vu le décret du président de la République en date du 21 octobre 2005 nommant Monsieur Philippe GAZAGNES sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

Vu le décret du président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme NORMAND en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 11 septembre 2006 nommant Monsieur Jacques RANCHERE en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet hors classe, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L. 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

4) Police des armes :

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
- délivrance des permis de chasser
- visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

5) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

6) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur

- autorisation de transport de corps en territoire étranger

7) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers
- autorisation des ventes en liquidation et ventes au débailage (code de commerce, articles L.310-1 à L.310-7)
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)-
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux

activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS

- 1) Cartes nationales d'identité (autorisations de sortie du territoire pour les mineurs, laissez-passer)
- 2) Passeports
- 3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration)

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE

- constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de Lunéville
- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

- 1) Affaires électorales
 - créations ou suppressions de bureaux de vote
 - constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
 - fixation des dates limites :
 - . du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
 - . du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
 - . de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
 - . de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche
- 2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints
- 3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Lunéville
- 4) Limites territoriales :
 - prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
 - prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune
- 5) Intercommunalité :
 - création et dissolution des établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement
 - autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
 - autres modifications statutaires desdits E.P.C.I
 - décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
 - création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
 - acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement
- 6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs
- 7) Divers
 - délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1^{er} octobre 1990

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

- 1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales
- 2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)
- 3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :
 - signature des recours gracieux et lettres d'observation
 - information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif
- 4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :
 - saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
 - saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.
- 5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes
- 6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

- 1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif

- 2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques
- 3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

VII - ENVIRONNEMENT

- Police des forêts
- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et L.141-1 et R.141-3 à L.141-8 du code forestier)
 - soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
 - avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
 - approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
 - présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article R.134-8 du Code Forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier)
 - décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du Code Rural)

VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS

- ◆ Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subventions au titre :
 - des fonds structurels européens
 - des subventions d'état : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), Fonds d'Intervention pour la sauvegarde de l'Artisanat et du commerce (FISAC), Dotation Globale d'équipement des communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)
- ◆ Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation Globale d'équipement (DGE) des communes

IX - ADMINISTRATION GENERALE

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)
- 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux
- 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance
- 6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

X - SOCIAL

- ◆ Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement
- Art. 2 : Délégation est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Lunéville pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Lunéville pour l'accessibilité aux personnes handicapées.
- En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SAFFREY, sous-préfet, cette présidence est assurée par M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à M. Bernard FREGIERS, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Françoise SIMON, secrétaire administrative de classe normale.
- Art. 3 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet, au titre des dépenses de fonctionnement (programme administration territoriale 108) relevant de ses centres de responsabilité (résidence et services administratifs) et pour les lignes budgétaires dont il a la charge.
- Art. 4 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :
 - . délivrance des primata et duplicata :
 - de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
 - de permis étrangers dont la conversion est possible
 - de permis internationaux
 - . délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul
 - . délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage
- Art. 5 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet, à l'effet de signer tous les documents et pièces relatifs aux dossiers de demande de naturalisation française.
- En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet, cette délégation de signature est donnée à Monsieur André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de Lunéville et en cas d'absence simultanée de ceux-ci, cette délégation est exercée par Monsieur Bernard FREGIERS, secrétaire administratif de classe supérieure et à Madame Françoise SIMON, secrétaire administrative de classe normale.
- Art. 6 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville sur l'ensemble du département pour :
 - la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
 - la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détenue présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :
 - . refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour
 - . retrait de récépissé de carte de séjour ou d'autorisation provisoire de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Art. 7 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, pour les arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM.

Art. 8 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général.

Art. 9 : Délégation permanente de signature est donnée à M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de Lunéville, à l'effet de signer au nom du sous-préfet de Lunéville les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous documents se rapportant à la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale visés à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de Lunéville, délégation de signature est donnée à M. Bernard FREGIERS, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Françoise SIMON, secrétaire administrative de classe normale.

Art. 10 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, les fonctions de sous-préfet de Lunéville sont exercées par Monsieur Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture, ou par Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey et, à défaut de ces derniers, par Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet, chargé de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet.

Art. 11 : L'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.123 du 15 octobre 2007, accordant délégation de signature à M. SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, est abrogé.

Art. 12 : Le secrétaire général et le sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Lunéville et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 février 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° 08.BMSSE.08 du 25 février 2008 chargeant Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, d'assurer l'intérim de la vacance des fonctions de sous-préfet de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

Vu le décret du président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme NORMAND en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 11 septembre 2006 nommant Monsieur Jacques RANCHERE en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant Monsieur Philippe SAFFREY sous-préfet de Lunéville ;

Vu la circulaire NOR INT A00072C du 10 juin 2004 relative à la suppléance et l'intérim des fonctions préfectorales aux absences et congés des préfets et des sous-préfets ;

Considérant la vacance de poste de sous-préfet de Toul à compter du 1^{er} décembre 2007 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Art. 1^{er} : M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, est chargé d'assurer l'intérim des fonctions de sous-préfet de Toul à compter du 1^{er} décembre 2007.

Art. 2 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Toul par intérim dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

4) Police des armes :

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
- délivrance des permis de chasser
- visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

5) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)

- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

6) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommode, nomination du commissaire-enquêteur
- autorisation de transport de corps en territoire étranger

7) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers
- autorisation des ventes en liquidation et ventes au débailage (code du Commerce, articles L.310-1 à L.310-7)
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

II - ETAT- CIVIL ET ASSOCIATIONS

1) cartes nationales d'identité (autorisations de sortie de territoire pour les mineurs, laissez-passer)

2) passeports

3) associations (délivrance des récépissés de déclaration)

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE

- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

1) Affaires électorales

- créations ou suppressions de bureaux de vote
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
- fixation des dates limites :
 - . du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
 - . du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
 - . de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
 - . de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Toul

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du

code général des collectivités territoriales

- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

5) Intercommunalité :

- création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement

- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI

- autres modifications statutaires desdits E.P.C.I.

- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement

- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements

- acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement

6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs

7) Divers :

- délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques, utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1^{er} octobre 1990

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales

2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)

3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation

- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;

- saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes

6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1^{er} juillet 2004

VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif

2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques

3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement

4) Arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM.

VII - ENVIRONNEMENT

Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et L.141-3 à L.141-8 du code forestier)

- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes

- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)

- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)

- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article R.134-8 DU Code Forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier)

- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural)

VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS :

◆ "accusé réception" aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des fonds structurels européens

- des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du

Commerce), Dotation Globale d'Équipement des Communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)

◆ arrêtés attributifs de subventions pour la dotation globale d'équipement (DGE) des communes

IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis

2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement

3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (articles R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)

4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux

5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance

6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

X - SOCIAL

◆ Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement

Art. 3 : Délégation est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet par intérim pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Toul pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Toul pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de Toul par intérim, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à M. Jean-Louis BIOU, secrétaire général de la sous-préfecture de Toul et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Danièle THIRION, secrétaire administrative de classe normale à la sous-préfecture de Toul.

Art. 4 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Toul par intérim, au titre des dépenses de fonctionnement (programme administration territoriale 108) relevant de ses centres de responsabilité (résidence et services administratifs) et pour les lignes budgétaires dont il a la responsabilité.

Art. 5 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de Toul par intérim, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

. délivrance des primata et duplicata :

- de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
- de permis étrangers dont la conversion est possible
- de permis internationaux

. délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul

. délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage

Art. 6 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Toul par intérim, à l'effet de signer tous les documents et pièces relatifs aux dossiers de demande de naturalisation française.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet par intérim, cette délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Louis BIOU, secrétaire général de la sous-préfecture de Toul et en cas d'absence simultanée de ceux-ci, cette délégation est exercée par Madame Sylvie ZANDER, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

Art. 7 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de Toul par intérim sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)

- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;

- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;

- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;

- les décisions portant :

. refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour

. retrait de récépissé de carte de séjour ou d'autorisation provisoire de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Art. 8 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général.

Art. 9 : Délégation permanente de signature est donnée à M. Jean-Louis BIOU, secrétaire général de la sous-préfecture de Toul, à l'effet de signer, au nom du sous-préfet de Toul, les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés

aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous les documents dans le cadre de la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale se rapportant à l'article 3 du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Louis BIOU, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie ZANDER, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

Art. 10 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de Toul par intérim, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Toul sont exercées par Monsieur Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture, par Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey et, à défaut de ces derniers, par Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet, chargé de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet.

Art. 11 : L'arrêté préfectoral n°07.BMSSE.128 du 30 novembre 2007 accordant délégation de signature à M. SAFFREY, sous-préfet de Lunéville chargé d'assurer l'intérim de la vacance des fonctions de sous-préfet de Toul, est abrogé.

Art. 12 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Toul par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Toul et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 février 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Direction des relations avec les collectivités locales

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 08-0319 du 10 janvier 2008 (Meurthe-et-Moselle) et du 7 février 2008 (Meuse) autorisant l'adhésion de la commune de Troyon au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable H. Laffon de Ladebat et modifiant l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1947 portant création dudit Syndicat

Le préfet de la Meuse

Le préfet de Meurthe et Moselle

Considérant que les conditions de majorité requises à l'article L.5211-5-II du code général des collectivités territoriales sont remplies,

ARRETEMENT

Art. 1^{er} : La commune de Troyon est autorisée à adhérer au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable H. Laffon de Ladebat.

Art. 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy (place de la Carrière – C.O 138 – 54036 NANCY Cédex) dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meuse, le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe et Moselle et les sous-préfets de Commercy, Verdun, Briey et Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée, à titre de notification au président du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable H. Laffon de Ladebat et aux Maires des communes membres, et pour information aux trésoriers payeurs généraux et directeurs départementaux des services fiscaux de la Meurthe-et-Moselle et de la Meuse. Le présent arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe et Moselle et de la préfecture de la Meuse.

Bar-le-Duc, le 7 février 2008

Le préfet de la Meuse,

Nancy, le 10 janvier 2008
Le préfet de Meurthe et Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Evence RICHARD

Extrait de l'arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle, Moselle) du 13 février 2008 autorisant l'adhésion de la commune d'Audun-le-Tiche (Moselle) à l'autorité organisatrice des transports collectifs du bassin de Longwy (SITRAL)

Le préfet de Meurthe et Moselle

Le préfet de la Région Lorraine
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

Considérant que toutes les communes membres de l'EPCI se sont prononcées en faveur du projet ;

ARRETEMENT

Art. 1^{er} : L'adhésion de la commune d'Audun-le-Tiche (Moselle) à l'autorité organisatrice des transports collectifs du bassin de Longwy est autorisée.

La commune d'Audun-le-Tiche sera représentée au sein du comité syndical par deux délégués titulaires.

Art. 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, les sous-préfets de Briey et de Thionville, et le président de l'autorité organisatrice des transports collectifs du bassin de Longwy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 13 février 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Le préfet de la Moselle,
Pour le préfet,
Le secrétaire général,
Bernard GONZALEZ

Extrait de l'arrêté du 18 février 2008 autorisant le versement de l'excédent de trésorerie du syndicat mixte de la colline de Sion-Vaudémont au Conseil Général de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 15 décembre 2006 autorisant la dissolution du syndicat mixte de la colline de Sion -Vaudémont est modifié comme suit :

L'article 2 est complété comme suit :

« L'excédent de trésorerie du syndicat, d'un montant de 2199,70 euros, est reversé au Conseil Général de Meurthe-et-Moselle. »

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat mixte de la colline Sion -Vaudémont sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents des collectivités membres du syndicat et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle; et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 21 février 2008 portant dissolution du syndicat intercommunal du réemetteur de Pont-Saint-Vincent et fixant la répartition de l'actif du syndicat entre les communes membres

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la totalité des communes membres du syndicat s'est prononcée favorablement sur la dissolution du syndicat et ses conditions de liquidation, et que l'unanimité exigée par l'article L5212-33 est atteinte ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le syndicat intercommunal du réemetteur de Pont-Saint-Vincent est dissous.

Art. 2 : L'actif, d'un montant de 5832,13 €, est réparti entre les communes selon le tableau joint en annexe.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal du réemetteur de Pont-Saint-Vincent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de chaque commune membre du syndicat et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 21 février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Le tableau annexe fixant la répartition de l'actif du syndicat entre les communes membres est consultable en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.

Sous-préfecture de Briey

Extrait de l'arrêté du 27 février 2008 instituant l'implantation du bureau de vote dans la commune de Villers-la-Chèvre - Année 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le bureau de vote unique qui était initialement situé dans le bâtiment de la mairie au 5 rue du 25^{ème} R.A. s'avère trop exigu,

ARRETE

Art. 1^{er} : Le bureau de vote unique de la commune de VILLERS LA CHEVRE est établi au 3 rue des Ecoles.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le maire de Villers-la-Chèvre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dès réception.

Briey, le 27 février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Philippe RONSSIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Extrait de la délibération n° 75/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 mai 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n° 4 au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec l'espace chirurgical Ambroise Paré à Nancy relatif à la reconnaissance tarifaire de l'unité de soins intensifs en cardiologie ;
D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2007 Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 143/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n°3 au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec l'espace chirurgical Ambroise Paré à Nancy relatif à la reconnaissance tarifaire de l'unité de surveillance continue ;
D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2007 Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 152/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n°1 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le syndicat inter hospitalier femme-mère-enfant à Metz, relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité d'une unité de surveillance continue.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 154/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n° 7 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec la clinique Claude Bernard à Metz, relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité d'une unité de surveillance continue.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 155/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n°1 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec la clinique Saint Nabor à Saint Avold, relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité d'une unité de surveillance continue.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 157/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n°2 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier à Sarrebourg, relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité d'une unité de surveillance continue.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 158/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n° 2 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier de Neufchâteau relatif à la reconnaissance tarifaire de l'unité de surveillance continue.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département des Vosges.

Nancy, le 31 décembre 2007 Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 159/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n° 1 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre hospitalier de Remiremont relatif à la reconnaissance tarifaire de l'unité de surveillance continue.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département des Vosges.

Nancy, le 31 décembre 2007 Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 160/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n° 1 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre hospitalier de Saint-Dié des Vosges relatif à la reconnaissance tarifaire de l'unité de surveillance continue.

D'autoriser le Directeur de l'Agence régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département des Vosges.

Nancy, le 31 décembre 2007 Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 164/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n° 8 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec la clinique Claude Bernard à Metz, relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité d'une unité de soins intensifs cardiologiques.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 166/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n° 4 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier d'Epinal relatif à la reconnaissance tarifaire de l'unité de soins intensifs.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département des Vosges.

Nancy, le 31 décembre 2007 Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 172/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 20 novembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n°1 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier Marie Madeleine à Forbach, relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité d'une unité de surveillance continue.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 173/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 20 novembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n°2 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec l'hôpital Saint André à Metz, relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité d'une unité de surveillance continue.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 193/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n°1 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec Alpha Santé à Hayange, relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité d'une unité de surveillance continue.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 194/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n° 1 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier le parc à Sarreguemines, relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité d'une unité de surveillance continue.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n°195/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n°2 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec l'hôpital Belle Isle à Metz, relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité d'une unité de surveillance continue.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 197/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n°2 au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec la S.A. CARDEO à Saint Dié relatif à la reconnaissance tarifaire de l'unité de surveillance continue ;

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département des Vosges.

Nancy, le 18 décembre 2007 Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 200/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 décembre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n° 5 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier régional Metz-Thionville à Metz, relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité d'une unité de soins intensifs cardiologiques.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 7/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 janvier 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n°7 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier régional de Metz-Thionville relatif à la reconnaissance tarifaire d'une unité de soins palliatifs à l'hôpital Bel Air de Thionville.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

Nancy, le 15 janvier 2008 Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté n° 10 du 14 février 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE est fixée comme suit :

- 1 Cinq représentants des Communes concernées
Monsieur Laurent TROGRIC, Maire de POMPEY, fin du mandat en mars 2008,
Madame Régine GRANDURY, Adjointe au Maire de la ville de POMPEY, Conseillère Municipale, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Claude ROMBACH, Conseiller Municipal de POMPEY, fin du mandat en mars 2008,
Madame Michèle BARTHELEMY, Maire de LAY SAINT CHRISTOPHE, fin du mandat en mars 2008,
Madame Marilyn PRADURAT, Conseillère Municipale de LAY SAINT CHRISTOPHE, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Un représentant du département désigné par le Conseil Général
Monsieur Jean-Marie UHLRICH, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en mars 2008.

- 3 Le Président de la CME
Monsieur le Docteur Richard MATHIEU, Médecin, fin du mandat en octobre 2010,
- 4 Deux autres membres de la CME
Monsieur Marc BERR, Vice-Président de la CME, fin du mandat en octobre 2010,
Madame Florence GLATH, Pharmacienne, fin du mandat en octobre 2010.
- 5 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques
Madame Marie-Paule CUNAT, Cadre Infirmier, fin du mandat en octobre 2009.
- 6 Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Madame Nadine DAUMAS, Administrateur, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2010,
Madame Catherine SAINT-MARD, Infirmière, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2010.
- 7 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Monsieur le Docteur Jean COLSON, Médecin non hospitalier, représentant le Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins, fin du mandat en octobre 2008,
Monsieur Gérard RAUCH, Infirmier Libéral, fin du mandat en avril 2009,
Madame Marie-José DUPUY, Retraitée de l'enseignement, fin du mandat en octobre 2008.
- 8 Trois représentants des usagers
Madame Josette BURY, Présidente de l'Association des Familles de Traumatismes Crâniens en Lorraine (AFTC), représentant l'AFTC en Lorraine, fin du mandat en décembre 2012,
Monsieur Michel SALMON, représentant l'Association pour le Droit de Mourir dans la dignité (ADMD), fin du mandat en décembre 2012,
Monsieur Benoit GILET, Président de l'AIR 54 et Président Adjoint de la FNAIR Lorraine, représentant l'Association Lorraine d'Aide aux Insuffisants Rénaux, Dialysés et Transplantés (AIR 54), fin du mandat en décembre 2012.
- 9 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unité de Soins de Longue Durée
Monsieur Gérard LANCLUME, Président du Conseil de la Vie Sociale, fin du mandat en octobre 2011.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 9 du 6 février 2008.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 14 février 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation,
Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 20 du 21 février 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixée comme suit :

- 1 Le Maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur Henry LEMOINE, Maire de la ville de PONT A MOUSSON, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Trois représentants du Conseil Municipal
Madame Monique BERNARD, Conseillère Municipale, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Jean BARDIN, Conseiller Municipal, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Jean-Claude FAGNONI, Conseiller Municipal, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée
Madame Sylvie DISINT-MALLARD, représentant la commune de MONTAUVILLE, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Guy SOUHAI, représentant la commune de BLENOD LES PONT A MOUSSON, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du Conseil Général
Monsieur Noël GUERARD, Conseiller Général, fin du mandat en mars 2010.
- 5 Un représentant du Conseil Régional
Monsieur Philippe LECLERCQ, Conseiller Régional, fin du mandat en mars 2010.
- 6 Le Président de la CME et le Vice-Président de la CME (facultatif)
Madame le Docteur Noëlle CHERY, Présidente, Praticien Hospitalier, fin du mandat en avril 2011,
Monsieur le Docteur Eric VINCKEL, Vice-Président, Praticien Hospitalier, fin du mandat en mai 2011.
- 7 Deux autres membres de la CME
Madame le Docteur Samira BOUNAAS, Praticien Hospitalier, fin du mandat en avril 2011,
Madame le Docteur Delphine JACINTHO, Praticien Hospitalier, fin du mandat en juin 2011.

- 8 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques
Madame Patricia STOSSE, Cadre de Santé, fin du mandat janvier 2011.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Madame Françoise DENIS, Sage-femme, fin du mandat au 31 décembre 2010,
Madame Joëlle SCHOOR, Infirmière, fin du mandat au 31 décembre 2010,
Madame Emmanuelle SIFFERT, Secrétaire Médicale, fin du mandat au 31 décembre 2010.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Monsieur Hubert DARDAINE, Personne qualifiée, fin du mandat en juin 2010,
Madame le Docteur Isabelle COURTROT, Médecin, fin du mandat en janvier 2010,
Madame Anne-Marie DRAPIED, Infirmière Libérale, fin du mandat en janvier 2010.
- 11 Trois représentants des usagers
Monsieur Pierre VIDAL, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF), fin du mandat en juillet 2012,
Monsieur Jacques PERSON, représentant le Centre Technique Régional de la Consommation, fin du mandat en janvier 2008,
Madame Marie-Louise MICHEL, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF), fin du mandat en décembre 2012.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 19 du 27 juillet 2007.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 21 février 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation,
Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales Service solidarité autonomie

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 24 / DISAS/SHD/N° 2008/006 du 15 février 2008 autorisant l'association de gestion de la maison de retraite Sainte Thérèse de LUDRES à créer 12 places d'accueil de jour et 3 places d'hébergement temporaire

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Le Président du conseil général
de Meurthe-et-Moselle

ARRETEMENT

Art. 1^{er} : L'association de gestion de la maison de retraite Sainte-Thérèse de Ludres, est autorisée à créer 12 places d'accueil de jour et 3 places d'hébergement temporaire pour personnes âgées dans les locaux de l'établissement.

Art. 2 : La capacité de la maison de retraite Sainte-Thérèse de LUDRES est répartie comme suit :

- 125 places d'hébergement permanent,
- 14 places d'accueil de jour,
- 3 places d'hébergement temporaire.

Art. 3 : L'autorisation est accordée pour une durée de quinze ans. Le renouvellement total ou partiel de cette autorisation est exclusivement subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée au deuxième alinéa de l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve du résultat de la visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement, mentionnée à l'article L. 313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Art. 5 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale, pour les 125 places d'hébergement permanent.

Les 3 places d'hébergement temporaire et les 14 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement.

Art. 6 : La présente autorisation vaut autorisation à dispenser des prestations prises en charge par l'Etat ou les organismes de sécurité sociale et par le Département, au titre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile.

Art. 7 : La présente autorisation sera réputée caduque, si les travaux n'ont pas reçu un commencement d'exécution avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 8 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy - 5 place Carrière CO 38 - 54036 Nancy Cedex - dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 9 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur général des services du département et le directeur de la solidarité et de l'action sociale du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au Président de l'association de gestion de la maison de retraite Sainte-Thérèse de Ludres.

Nancy, le 15 février 2008

Le préfet, Pour le président du conseil général et par délégation,
Hugues PARANT Alain CASONI, vice-président

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 5203 / DISAS/SHD/N° 2008/009 du 15 février 2008 autorisant l'association « Villa Saint Pierre Fourier » à transformer la Villa Saint Pierre Fourier en un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) après transfert dans de nouveaux locaux

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Le Président du conseil général
de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté conjoint du 11 mai 2006 modifié par l'arrêté conjoint du 19 avril 2007 est rédigé comme suit : « La transformation de la maison de retraite « Villa Saint Pierre Fourier » en Etablissement d'Hébergement de Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) n'est autorisée qu'après emménagement dans ses nouveaux locaux. La capacité de la nouvelle structure, à l'issue des travaux de reconstruction, est fixée à 53 places d'hébergement permanent. »

Art. 2 : L'article 4 de l'arrêté conjoint du 11 mai 2006 modifié par l'arrêté conjoint du 19 avril 2007 est rédigé comme suit : « La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale, pour la totalité de la capacité de l'établissement (53 places d'hébergement permanent), à compter de la date prévisionnelle d'emménagement dans les nouveaux locaux, soit le 1^{er} juillet 2008. »

Art. 3 : Les articles 1, 3, 5 et 6 de l'arrêté conjoint du 11 mai 2006 modifié par l'arrêté conjoint du 19 avril 2007 restent inchangés.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur général des services du département et le directeur de la solidarité et de l'action sociale du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au président de l'association Villa Saint Pierre Fourier.

Nancy, le 15 février 2008

Le préfet, Pour le président du conseil général et par délégation,
Hugues PARANT Alain CASONI, vice-président

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt Service économie agricole et aménagement foncier

Extrait de l'arrêté n° 08/15/DDAF/REMBT du 14 février 2008 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs d'Azerailles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections :
Territoire de la commune d'AZERAILLES

Sections ZP – ZR – ZS – ZT – ZV – ZW – ZX – ZY

Territoire de la commune de BROUVILLE

Section YB

Territoire de la commune de GELACOURT

Sections YA

Territoire de la commune de GLONVILLE

Section YA

Territoire de la commune de HABLAINVILLE

Sections YA

Art. 2 : Le plan désigné à l'article 1^{er} ci-dessus sera déposé en Mairie d'AZERAILLES le 27 février 2008. A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de LUNEVILLE le Procès-Verbal de remembrement.

Art. 3 : L'association foncière et les communes de AZERAILLES, BROUVILLE, GLONVILLE, GELACOURT, et HABLAINVILLE sont autorisées à réaliser au titre de la loi sur l'eau, et sous réserve du respect des prescriptions suivantes, les travaux d'hydrauliques ainsi que les travaux de voirie et de plantations conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.

Durant les travaux de renaturation de lit mineur du ruisseau et afin d'en limiter l'impact sur le milieu aquatique, il est demandé :

- de préserver autant que faire se peut la ripisylve, notamment en préservant au maximum les arbres "résistants aux érosions" (saules, frênes, aulnes), ainsi que les arbustes ombrageant le cours d'eau ;
- de réaliser les travaux avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire ;
- de prendre toutes précautions visant à éviter la pollution qui serait notamment causée :
 - . par la rupture d'un flexible ou des fuites d'hydrocarbures (engins mécaniques équipés de réservoirs à double parois) ;
 - . par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers ;
- que les travaux soient impérativement réalisés en dehors des périodes de crue du cours d'eau ; en cas de montée des eaux, les obstacles présents dans le lit du cours d'eau seront enlevés et les matériels et matériaux mis en sûreté ;
- que la durée des travaux soit réduite au strict nécessaire ;
- une mise en place de filtres avec des bottes de paille est obligatoire à l'aval immédiat de la zone de travail permettant de limiter l'impact des travaux pouvant entraîner une augmentation de la turbidité,

Après les travaux :

- dans les trois mois après l'achèvement du chantier le maître d'ouvrage transmettra au service police de l'eau le compte-rendu de chantier des travaux de traversée et le plan de récolement des travaux réalisés.

Toutefois, les travaux ne doivent pas :

- être un obstacle à l'écoulement des crues. Des dispositions devront être prises pour permettre de limiter au maximum toute submersion qui viendrait à être provoquée par les ouvrages provisoires en cas de crue du ruisseau, voire à dégager le lit du cours d'eau ;
- être un obstacle à la continuité écologique ;
- modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur du cours d'eau ;
- avoir un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique ;
- détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens.

Lors du démarrage de ces travaux, l'information de démarrage du chantier sera transmise au préalable au chef du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle.

Art. 4 : Le présent arrêté peut être déféré, dans un délai de deux mois dès l'accomplissement des dernières mesures de publicité, devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, les maires d'Azerailles, Brouville, Glonville, Gelacourt et Hablainville, le colonel du groupement de gendarmerie et la présidente de l'association foncière sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée au trésorier général de Meurthe et Moselle ; au président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ; au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle ; au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique et au directeur régional de l'équipement de Lorraine,

Nancy, le 14 février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Service environnement - eau

Extrait de l'arrêté du 4 octobre 2007 autorisant la direction départementale de l'Office National des Forêts à effectuer des travaux temporaire intéressant le lit du ruisseau du Grand Rupt pour le remplacement d'un passage busé sur le territoire de la commune d'Hénaménil

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Titre I : objet de l'autorisation temporaire

Art. 1^{er} : objet de l'autorisation temporaire

Le directeur départemental de l'Office National des Forêts de Meurthe-et-Moselle est autorisé en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants et conformément au projet présenté, à réaliser l'opération de remplacement d'un passage busé sur le ruisseau du Grand Rupt en forêt de Parroy sur la commune d'Hénaménil.

Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° un obstacle à l'écoulement des crues (A) 2° un obstacle à la continuité écologique a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) b) entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D) Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Autorisation
3.1.3.0	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : 1° Supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m (D)	Déclaration
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1° Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A), 2° Dans les autres cas (D)	Déclaration

Art. 2 : situation des travaux

Le passage busé à remplacer est situé sur le ruisseau du Grand Rupt en forêt domaniale de Parroy au lieu dit «le puits»

Art. 3 : caractéristiques des travaux.

Les travaux consistent à remplacer le passage busé double existant par un passage busé simple de section rectangulaire. Cette opération a pour but de permettre un meilleur écoulement de ce ruisseau.

Titre II : prescriptions

Art. 4 : prescriptions spécifiques

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans la rivière de matériaux divers.

En particulier, l'entreprise devra être équipée durant le chantier du matériel nécessaire à la lutte contre les pollutions accidentelles et le personnel présent

sur le chantier devra compter au moins une personne formée à la prévention et à la gestion des pollutions accidentelles.

Par ailleurs des dispositifs d'interception des fines devront être mis en place en aval du chantier pour prévenir tout risque de pollution et de colmatage par mise en suspension de matériaux.

Des dispositions devront être prises pour permettre de limiter au maximum toute submersion qui viendrait à être provoquée par les ouvrages provisoires en cas de crue du ruisseau.

Un lit d'étiage devra être mis en place. Il pourra être créé par la pose de bordures de trottoirs sur un côté du radier pour réduire la largeur et augmenter ainsi la hauteur d'eau. Il pourra également être créé par creusement d'une cunette dans le fond de l'ouvrage, ou encore par la mise en place d'un busage de faible diamètre installé sous le nouveau cadre à poser.

L'agent technique de l'ONEMA en charge du secteur, Stéphane LAFON, sera au minimum associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu des mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant à la préservation de la faune et de la flore de la rivière. Il sera joint par téléphone au numéro 06.72.08.11.59.

Les ouvrages et la rivière au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Art. 5 : moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle)

Un Chef de chantier de l'entreprise ainsi qu'un agent de l'ONF responsable du suivi du chantier seront présents sur le site pendant toutes la durée d'exécution.

Titre III : dispositions générales.

Art. 6 : conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R 214-18 du code de l'environnement.

Art. 7 : caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Art. 8 : déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement. Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier. Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Art. 9 : accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Art. 10 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 11 : autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Art. 12 : publication

Copie du présent arrêté sera transmise à M. le Directeur Régional de l'Environnement, et au chef du service départemental de l'ONEMA.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation temporaire sera mis à la disposition du public à la mairie de la commune de Hénaménil.

Art. 13 : voies et délais de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

Art. 14 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'O.N.F. (pétitionnaire), le maire de la commune d'Hénaménil et le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire et affiché en mairie d'Hénaménil.

Copie sera également transmise au chef du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle.

Copie du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 octobre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 4 octobre 2007 autorisant le conseil général de Meurthe-et-Moselle à effectuer des travaux temporaires intéressant le lit du ruisseau de la Réhanne pour la création d'un radier avec murs parafoilles sur le pont de la RD 100 sur le territoire de la commune de Minorville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Titre 1 : objet de l'autorisation temporaire

Art. 1^{er} : objet de l'autorisation temporaire

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle est autorisé en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants et conformément au projet présenté, à réaliser l'opération de création d'un radier avec murs parafoilles sur le pont de la RD 100 franchissant la Réhanne sur le territoire de la commune de Minorville.

Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° un obstacle à l'écoulement des crues (A) 2° un obstacle à la continuité écologique a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) b) entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D) Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Autorisation

Les travaux devront être réalisés dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 2 : situation des travaux

Le radier avec les murs parafoilles seront mis en place l'ouvrage de franchissement de la Réhanne sur la route départementale RD 100 à Minorville.

Art. 3 : caractéristiques des travaux

Les travaux consistent en la création d'un radier avec parafoilles en béton afin d'éviter les affouillements et les dégradations des fondations ainsi qu'à améliorer l'écoulement de l'eau.

Ces travaux comprennent également la réfection des maçonneries et le remplacement des garde-corps métalliques.

Les intervention dans le lit du cours d'eau consistent à :

- réaliser des batardeaux en terre en amont et aval du chantier,
- buser le cours d'eau pendant la période des travaux pour permettre la continuité de l'écoulement. Ce busage se fera à l'aide d'une canalisation de diamètre 500 en PVC.

La durée des travaux est estimée à un mois environ hors période d'intempéries.

Titre 2 : prescriptions

Art. 4 : prescriptions spécifiques

Les travaux seront réalisés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les ouvrages et la rivière au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Prescriptions spécifiques au projet :

1/ Prescription concernant la préservation de la libre circulation de la faune piscicole et le libre écoulement du flux solide.

Il est demandé que le radier soit réalisé 30 centimètres en dessous du niveau actuel du ruisseau.

Quelques blocs (diamètres 15 à 20 centimètres) seront scellés dans le radier afin de permettre l'installation d'un fond naturel par l'apport de sédiments.

Les murs parafoilles seront adaptés en conséquence.

Une, voire deux, banquettes de 40 centimètres de large seront réalisées contre les murs. Ces bordures seront placées à environ 30 centimètres au dessus du niveau d'eau en écoulement normal.

En cas d'impossibilité technique pour l'enfoncement du radier, un lit d'étiage devra être mis en place ou une goulotte de basses eaux afin de maintenir la circulation du poisson en période d'étiage..

2/ Prescription concernant la préservation de l'habitat de la faune non aquatique.

Au plafond de l'ouvrage, sur les poutrelles métalliques se trouvent deux nids d'hirondelle rustique (Hirundo rustica). Ces nids, qui seront enlevés lors des travaux de réfection des maçonneries, devront être remplacés par au moins deux nichoirs.

De même, le ruisseau de la Réhanne constitue une zone de gagnage importante pour les chiroptères (chauves souris). Compte tenu des caractéristiques du pont en place, deux gîtes en briques au profit des chiroptères devront être réalisés. A noter que l'extrémité de ces gîtes située vers l'amont devra être obstruée.

Prescriptions durant la phase de travaux :

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution qui serait notamment causée :

- par la rupture d'un flexible ou des fuites d'hydrocarbures (engins mécaniques équipés de réservoirs à double parois) ;
- par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.

L'entreprise devra être équipée durant le chantier du matériel nécessaire à la lutte contre les pollutions accidentelles, et le personnel présent sur le chantier devra compter au moins une personne formée à la prévention et à la gestion des pollutions accidentelles.

Les travaux seront impérativement réalisés en dehors des périodes de crue du cours d'eau ; en cas de montée des eaux, les obstacles présents dans le lit du cours d'eau seront enlevés et les matériels et matériaux mis en sûreté.

La durée des travaux sera réduite au strict nécessaire.

Des dispositifs d'interception des fines devront être mis en place en aval du chantier pour prévenir tout risque de pollution et de colmatage par mise en suspension de matériaux.

Un agent technique du service départemental de l'ONEMA, sera au minimum associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu des mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant à la préservation de la faune et de la flore de la rivière. Il sera joint par téléphone au numéro 06.72.08.10.77 (M. SCHWEYER, chef du service départemental).

Art. 5 : moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle).

Un chef de chantier de l'entreprise ainsi qu'un agent du conseil général de Meurthe-et-Moselle, responsable du suivi du chantier, seront présents sur le site pendant toute la durée d'exécution.

Titre 3 : dispositions générales

Art. 6 : conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R214-18 du code de l'environnement.

Art. 7 : caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Art. 8 : déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement. Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier. Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Art. 9 : accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Art. 10 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 11 : autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Art. 12 : voies et délais de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

Art. 13 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle (pétitionnaire), le maire de la commune de Minerville et le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire et affiché en mairie de Minerville.

Copie sera également transmise au chef du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 octobre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Direction départementale de l'équipement **Service aménagement, risques et urbanisme**

Extrait de l'arrêté du 27 février 2008 autorisant la constitution de l'association foncière urbaine ayant pour objet le remembrement et l'aménagement des terrains situés à Malleloy, lieu-dit "A la Cheneau"

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Est autorisée telle qu'elle est prévue au projet d'association figurant dans le dossier d'enquête, l'association foncière urbaine ayant pour but le remembrement de terrains situés sur la commune de MALLELOY, au lieu-dit « à la Cheneau » et la modification corrélatrice de l'assiette de droits de propriétés, des charges et servitudes y attachées, ainsi que la réalisation des travaux d'équipements et d'aménagement nécessaires,

Art. 2 : Le périmètre de l'association est délimité par un trait bleu sur le plan annexé au présent arrêté,

Art. 3 : Monsieur BERNARD Eugène, maire de MALLELOY, est nommé administrateur provisoire et chargé de convoquer et de présider la première assemblée générale,

Art. 4 : Les fonctions de receveur de l'Association Foncière Urbaine sont confiées au Trésorier de MAXEVILLE,

Art. 5 : Un extrait du présent arrêté sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et publié par voie d'affichage dans la commune de MALLELOY,

Art. 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressé au maire de MALLELOY, chargé d'en assurer l'exécution, et au directeur départemental de l'équipement, à titre d'information

Nancy, le 27 février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Délais et voies de recours: le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Extrait de l'arrêté du 27 février 2008 portant inscription de la commune de Baccarat sur la liste des communes touristiques du département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la fréquentation touristique importante dont bénéficie la commune de Baccarat, eu égard notamment à la présence du musée du cristal et de nombreux magasins spécialisés dans ce domaine,

ARRETE

Art. 1^{er} : La commune de BACCARAT est classée sur la liste des communes touristiques et thermales du département de Meurthe-et-Moselle, selon les critères définis par les articles L221-8-1 et R221-2-1 du Code du Travail.

Art. 2 : Les demandes de dérogations à l'interdiction d'emploi de personnes salariées le dimanche, présentées au titre de l'article L221-8-1 du Code du Travail, seront recevables sur le territoire de la commune de BACCARAT dès lors qu'elles seront formulées par les établissements de vente au détail qui mettent à disposition du public des biens et services destinés à faciliter son accueil ou ses activités de détente ou de loisirs d'ordre sportif, récréatif ou culturel.

Art. 3 : Il sera statué sur ces demandes par arrêté préfectoral. Une décision favorable ne pourra cependant être accordée que sous réserve du respect des arrêtés préfectoraux spécifiques qui, au titre de l'article L221-17 du Code du Travail, prévoient une interdiction d'ouverture 47 dimanches par année civile pour l'ensemble des établissements de vente au détail des commerces de « l'ameublement et équipement de la maison » et « de service du commerce et de la réparation automobile ».

Art. 4 : Le Secrétaire Général de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Lunéville, Mesdames et Messieurs les Maires, la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, tous les Officiers de la Police Judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 27 février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Direction des services fiscaux

Extrait de l'arrêté du 8 janvier 2008 portant clôture des travaux de remaniement du cadastre de la commune d'Atton

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La date d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre dans la commune d'Atton est fixée au 19 novembre 2007.

Art. 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Maire de la commune d'Atton, ainsi qu'à Madame le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 8 janvier 2008 portant clôture des travaux de remaniement du cadastre de la commune de Champey-sur-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La date d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de Champey-sur-Moselle est fixée au 14 septembre 2007.

Art. 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame le Maire de la commune de Champey-sur-Moselle, ainsi qu'à Madame le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 janvier 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

AUTRES SERVICES**Centre psychothérapique de Nancy-Laxou****Décision n° 007/08 du 25 janvier 2008 de délégation de signature**

Le directeur

VU l'article L6143-7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D 714-12-1 à D 714-12-4 du Code de la Santé Publique ;

VU l'information qui sera donnée au Conseil d'Administration en date du 28 mars 2008 ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté ministériel du 21 septembre 1999 nommant Monsieur Yves BOUYSET dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté ministériel en date du 15 novembre 2002 nommant Monsieur Fabrice CORDIER dans les fonctions de Directeur Adjoint au Centre Psychothérapique de Nancy ;

DECIDE

Art. 1^{er} : La décision n° 014/03 du 21 août 2003 est annulée.

Art. 2 : Délégation

Délégation permanente est donnée à Monsieur Fabrice CORDIER, Directeur Adjoint chargé des Affaires Financières et du Système d'Information Hospitalier, du Bureau des Admissions et de l'Administration des biens des malades dans les domaines de compétences et sous les réserves ci-après :

a) Délégation de signature d'ordonnateur pour :

- la liquidation et le mandatement des dépenses sans limitation de montant et pour l'ensemble des budgets approuvés ;
- la liquidation, la mise en recouvrement de toutes les recettes et l'autorisation de poursuites.

b) Délégation générale de signature pour tous les documents, certificats, attestations, conventions, notes d'information, contrats, correspondances et bordereaux propres à l'activité des services relevant de la Direction des Affaires Financières et du Système d'Information Hospitalier à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes, et des notes de service.

c) Délégation de signature pour toutes les décisions, certificats, bulletins, correspondances et bordereaux relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur CORDIER, délégation est donnée à Madame Anne GOULESQUE, Attaché d'Administration Hospitalière pour ce qui concerne :

a) Délégation de signature d'ordonnateur pour :

- la liquidation et le mandatement des dépenses sans limitation de montant et pour l'ensemble des budgets approuvés.
- la liquidation, la mise en recouvrement de toutes les recettes et l'autorisation de poursuites,

b) Tous certificats, attestations, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité des services relevant de la Direction des Affaires Financières et du Système d'Information Hospitalier.

c) Les décisions, certificats, bulletins, correspondances et bordereaux relatifs à l'application des dispositions du livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur CORDIER et de Madame GOULESQUE conjointement, délégation est donnée à :

- Madame Nathalie LIENARD, Adjoint des Cadres Hospitaliers, pour tout ce qui concerne les points b - c de l'article 3.
- Madame Nelly MIRLAND, Adjoint des Cadres Hospitaliers, pour tout ce qui concerne les points a et b de l'article 3 ;
- Madame Myriam LE-BOHEC, Adjoint Administratif, pour tout ce qui concerne les demandes d'utilisation de la ligne de trésorerie.

Art. 5 : Délégation permanente est donnée à Madame Christelle BISAGA, ingénieur chef de projet, chef du service informatique, à effet de signer au nom de Monsieur CORDIER, Directeur Adjoint en son absence :

- tous les documents, certificats, attestations, conventions, notes d'information, contrats, correspondances et bordereaux propres à l'activité du Système d'Information Hospitalier.

Art. 6 : En cas d'absence de Madame BISAGA, délégation est donnée à Monsieur JOORIS, ingénieur chef de projet, pour ce qui concerne l'article 5.

Art. 7 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Fabrice CORDIER, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Monsieur Yves BOUYSET, Directeur, en son absence et en l'absence de Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint, de Madame Nadine VAUTRIN, Directeur Adjoint :

- les conventions,
- tous documents et correspondances,
- communication et copies de pièces.

Art. 8 : Les signatures des agents visés à l'article 3, 4 et 5 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

L'initiale du prénom et le nom dactylographié des signataires devant suivre leur signature manuscrite.

Laxou, le 25 janvier 2008

Le directeur,
Y. BOUYSET

Ville de Pompey

Extrait de l'arrêté du maire de Pompey du 18 janvier 2008 instituant un règlement de publicité sur la commune de Pompey

Le maire de la ville de Pompey

Considérant que la commune de Pompey souhaite protéger son environnement et aménager son espace de manière harmonieuse et cohérente,

Considérant la valeur historique et esthétique remarquable du tissu urbain dense du centre ancien de Pompey,

Considérant le nombre important de dispositifs publicitaires, enseignes et préenseignes sur les grands axes de la commune ;

Considérant les efforts importants d'amélioration du cadre de vie des habitants,

Considérant la nécessité d'accompagner l'amélioration du cadre de vie par la limitation des implantations des dispositifs publicitaires, enseignes et préenseignes, et par conséquent, la décision de la commune d'agir pour stopper leur augmentation en limitant leur implantation dans certains secteurs mais aussi de favoriser leur harmonie et leur cohérence.

Considérant que l'absence de règlement local de publicité ne permet pas d'atteindre cet objectif ;

ARRETE

Art. 1^{er} : LE CONTEXTE

La commune est située le long de la route départementale N° 657 en provenance de METZ-PONT à MOUSSON, à laquelle s'ajoute la route départementale N° 90 en provenance de TOUL-LIVERDUN, le tout se dirigeant vers NANCY et l'autoroute A31. La route départementale N°90 relie le parc d'activités à l'entrée de la ville de Pompey.

Cette situation représente un enjeu économique très important pour les sociétés d'affichage, qui l'affirment en multipliant les supports publicitaires de tous types.

L'absence de réglementation actuelle laisse une grande liberté à chaque afficheur de disposer du visuel des voies comme bon lui semble en maintenant ou en trouvant de nouveaux emplacements répondant à la réglementation en vigueur. Les projets d'aménagement urbain, de zones d'activités, de contournement de la commune par une voie rejoignant plus directement l'autoroute A31 sont des endroits susceptibles d'être attractifs pour les publicitaires dans les années futures.

Afin que le paysage communal ne soit pas « entaché » de panneaux publicitaires disposés anarchiquement et sans aucune réglementation, la commune a souhaité mettre en place son propre règlement de publicité pour un aménagement de l'espace cohérent et harmonieux.

Art. 2 : LES OBJECTIFS

Le nombre, la position, l'impact et les dimensions des dispositifs sont réglementés.

Ces dispositions s'imposent aux particuliers comme aux personnes morales de droit public ou privé sur l'ensemble du territoire de la commune de Pompey.

Les dispositions du présent règlement applicables aux zones de publicités restreintes, soumettent la publicité à des prescriptions plus restrictives que celles prévues par le règlement national de publicité.

Les dispositions du code de l'environnement, qui ne sont pas modifiées par le présent règlement restent applicables.

Les dispositions du présent règlement s'appliquent sans préjudice des prescriptions prises au titre d'autres législations, notamment celles concernant les servitudes d'utilité publique, et les règlements de circulation et de voirie applicables sur le territoire de la commune de Pompey.

Art. 3 : DELIMITATION DES ZONES DE PUBLICITE RESTREINTE (Z.P.R.).

Trois zones de publicité restreinte sont instituées dans l'ensemble du territoire aggloméré de la commune de Pompey. Ces zones sont délimitées sur le plan ci-annexé. Les prescriptions relatives à chacune de ces zones figurent dans les dispositions communes et dans les dispositions spécifiques à chaque zone.

LA ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE 1 (Z.P.R. 1).

Cette zone de publicité restreinte, matérialisée en orange sur le plan annexé, concerne le parc d'activités.

LA ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE 2 (Z.P.R.2).

Cette zone de publicité restreinte, matérialisée en vert sur le plan annexé au présent arrêté, correspond aux entrées de ville (direction de Liverdun et de

Metz) et à l'urbanisation le long de la route départementale RD 657 (du 1, avenue du général De Gaulle à la sortie de ville direction Metz).

LA ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE 3 (Z.P.R. 3).

Cette zone, matérialisée en jaune sur le plan annexé concerne le reste du territoire : l'emprise du village, les zones urbanisées, les abords de la Moselle et les espaces boisés.

I - Dispositions communes

Art. 4 : RAPPEL

2.1. Les prescriptions particulières énoncées dans le présent arrêté viennent en complément des dispositions du Code de l'environnement -titre VIII

Art. 5 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX ENSEIGNES

3.1. Conformément à l'article L 581-18 du Code de l'environnement, toute installation d'enseigne à l'intérieur des zones de publicité restreinte doit faire l'objet d'une autorisation préalable du maire, après présentation du dossier de demande d'installation d'enseigne composé suivant les indications figurant au présent arrêté.

3.2. Sans préjudice des dispositions générales prévues par le code de l'environnement articles R581-55 à R581-79 et des dispositions techniques relatives aux enseignes énoncées pour chaque zone de publicité, l'autorisation de poser une enseigne sera accordée en fonction de son insertion dans l'architecture du bâtiment sur lequel la pose est envisagée et de son intégration dans le paysage urbain avoisinant l'immeuble, ainsi qu'à la prise en considération d'enseignes déjà existantes. L'autorisation pourra donc notamment être refusée aux projets qui seraient de nature à modifier la perception des lignes principales de l'architecture d'un bâtiment ou d'un alignement urbain.

Art. 6 : CAS PARTICULIERS

A la date de mise en application de ce règlement, s'il apparaît des points litigieux ils sont réglés comme suit :

- Lorsque deux ou plusieurs panneaux sont en concordance avec le présent règlement mais dont un ou plusieurs doivent être supprimés, sera maintenu, sous réserve de conformité avec les autres prescriptions en vigueur, le dispositif considéré comme le moins dommageable pour l'environnement en fonction des critères suivants et dans l'ordre indiqué :
 - . Pour les supports muraux : celui étant le plus éloigné d'une baie d'un immeuble voisin, le plus éloigné d'une limite séparative de propriété, le plus éloigné de la voie publique, s'élevant le moins haut,
 - . Pour les dispositifs portatifs : celui le plus éloigné d'une baie située sur une même unité foncière, le plus éloigné d'une limite séparative, le plus éloigné d'une baie d'un immeuble sur fond voisin, s'élevant le plus haut pour les dispositifs portatifs.
- Les dispositifs dont la surface d'affichage doit être réduite pourront être maintenus jusqu'à l'échéance non renouvelée du contrat en cours sans excéder un an au delà de la mise en application du présent règlement, après en avoir informé la mairie.

Art. 7 : REGLEMENT GENERAL

- Sont interdits
 - . Les publicités autres que sur le mobilier urbain.
 - . Les publicités peintes directement sur les murs.
 - . Les publicités sur les murs comportant des ouvertures de plus de 0.25m².
 - . Les publicités sur les murs supportant une ou plusieurs enseignes.
 - . Les publicités implantées au sol et en limite de propriété (respect du H/2).
 - . Les dispositifs implantés à moins de 10 (dix) mètres d'une baie existante ou créée et ayant vue sur ce dispositif.
- Aspect visuel
 - . Les publicités sont uniquement de format rectangulaire et ne doivent pas supporter d'ajouts par rapport au format rectangulaire initial.
 - . La surface d'affichage du dispositif sera perpendiculaire à la voie publique.
 - . Les publicités font l'objet d'un entretien régulier, sont maintenues en bon état et recouvertes en permanence d'un affichage en bon état.
 - . Sur les murs un maximum de deux publicités de formats identiques et symétriques est autorisé, si la réglementation de la zone le permet.
 - . Les publicités accrochées sur un bâtiment restent dans les limites de la façade du bâtiment qui les supporte.
 - . Les publicités sont accrochées sur des murs en bon état.
 - . La structure porteuse des supports implantés au sol est calculée afin de résister aux vents sans ajouts de jambes de force ou de renforts.
 - . Les deux faces parallèles d'un dispositif sur pied sont utilisables et ne laissent apparaître aucun espace vide entre elles; si une seule face des panneaux est utilisée, le dos inutilisé est habillé par un décor de couleur identique à celle de la face principale du dispositif, la structure arrière des dispositifs est masquée.
 - . La structure porteuse doit être d'aspect tubulaire de couleur identique à celle de la face principale du dispositif.
 - . Lorsque le dispositif est implanté derrière une clôture, le bas du dispositif est aligné au maximum à 20 (vingt) centimètres du haut de la clôture, sans que le haut du dispositif ne dépasse la hauteur totale autorisée.
 - . Les passerelles d'accès aux surfaces d'affichage seront intégrées, pliantes et de couleur identique à celle de la face principale du dispositif.
- Suppression
 - . Lorsqu'un dispositif est supprimé, il ne doit subsister aucune trace de son implantation : bloc de béton au sol et en sous-sol, fixations sur les murs, etc.
- Autres dispositions : celles-ci sont définies ci-dessous pour chaque zone.

II - Prescriptions relatives à la zone de publicité restreinte 1 (Z.P.R. 1).

Cette zone correspond au parc d'activités.

- Sont interdits
 - . Les dispositifs situés à moins de 15 (quinze) mètres de l'extérieur du polygone d'une intersection de rues ou d'un rond-point.
- Dimensions
 - . Les publicités sont uniquement de format rectangulaire et ne doivent pas supporter d'ajouts par rapport au format rectangulaire initial.

- Publicité

- . Surface rectangulaire maxi autorisée : 12 (douze) m² par face.

- Hauteur au sol

- . La hauteur du dispositif publicitaire n'excédera pas 6 (six) mètres de hauteur par rapport au niveau de la voie ouverte à la circulation publique la plus proche, sans excéder une hauteur totale de 6 (six) mètres, en tout point, par rapport au sol qui le supporte.

- Nombre

- . Il est autorisé un seul dispositif publicitaire (limité à 12m² par face) par hectare d'unité foncière (exemple : sur un terrain de 1ha07a, il est autorisé 2 dispositifs).

- Distance

- . Une distance de 50 (cinquante) mètres minimum sera maintenue entre deux dispositifs sur pied.

- Enseigne

- . Soumise à autorisation du maire.
- . La hauteur des enseignes n'excédera pas 20 (vingt) mètres par rapport au sol qui le supporte.

- Mobilier urbain

- . Autorisé

- Dispositif d'expression d'opinion : surface maximum 2 (deux) m² par face.

III - Prescriptions relatives à la zone de publicité restreinte 2 (Z.P.R. 2).

Cette zone correspond à l'entrée de ville en direction de Liverdun (de la dernière habitation (96 rue du docteur Zivré) au panneau « pompey ») et à la zone d'habitation urbaine longeant la route départementale RD 657, dans une bande de 8 (huit) mètres de part et d'autres de leur emprise existante (les plans d'alignement en vigueur sont applicables) par conséquent, du 1, avenue du Général De Gaulle jusqu'à la sortie de ville direction Metz.

De l'avenue De Gaulle à la sortie de ville direction Metz, le nombre de panneaux est limité à 12 tout format confondu.

- Sont interdits

- . L'éclairage et la motorisation sur tout support publicitaire de 22h00 à 6h00.
- . Les dispositifs situés à moins de 15 (quinze) mètres de l'extérieur du polygone d'une intersection de rues.

- Dimensions publicité

- . Sur les murs, la surface maximum autorisée est de 20% (vingt pour cent) de la surface de la façade sur laquelle elle est accrochée et dans la limite maximum de 12 (douze) m².
- . Sur pied, l'affichage est limité à 12 (douze) m² par face.

- Hauteur au sol

- . La surface d'affichage du dispositif est comprise entre 2 (deux) mètres et 6 (six) mètres de hauteur par rapport au niveau de la voie ouverte à la circulation publique la plus proche sans excéder une hauteur totale de 6 (six) mètres, en tout point, par rapport au sol qui le supporte pour les panneaux portatifs.
- . La hauteur maximale pour les panneaux muraux est de 7,50 mètres à partir du sol.

- Nombre

- . 1 seul dispositif est autorisé par unité foncière (même propriétaire).

- Distance

- . Une distance de 100 (cent) mètres minimum sera maintenue entre deux dispositifs sur pied.

- Enseigne

- . Soumise à autorisation du maire.
- . Les enseignes au sol sont espacées de 25 (vingt cinq) mètres minimum sur chaque unité foncière.

- Mobilier urbain

- . Autorisé

- Dispositif d'expression d'opinion

- . Surface maximum 2 (deux) m² par face.

IV - Prescriptions relatives à la zone de publicité restreinte 3 (Z.P.R. 3).

Cette zone correspond à l'emprise du village, à l'emprise de l'urbanisation récente, à l'emprise de la Moselle et à la partie boisée.

- Sont interdits

- . Tous les dispositifs.
- Enseigne
 - . Les enseignes scellées au sol sont interdites.
 - . Soumise à l'autorisation du maire et limitée à 4 (quatre) m².

- Mobilier urbain

- . Autorisé

V - Dispositions générales

Art. 8 : AFFICHAGE D'OPINION

Dans les zones de publicité restreinte, les emplacements réservés à l'affichage d'opinion ainsi qu'à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif sont implantés selon les modalités fixées à l'article 2 du décret n° 82-220 du 25 février 1982 et par l'arrêté municipal annexé au présent règlement.

Art. 9 : MODALITES D'APPLICATION.

Les sanctions administratives et pénales prévues par le Code de l'environnement - partie législative -seront engagées à l'encontre des contrevenants.

Art. 10 : PUBLICATION.

Le présent arrêté, consultable à la mairie de Pompey et à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, sera affiché en mairie de Pompey pendant un mois et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. En outre mention sera faite à la rubrique des annonces légales de deux journaux locaux.

Art. 11 : RECOURS.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 12 : MESURES D'EXECUTION

Le maire de Pompey est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au préfet du département de Meurthe et Moselle, au directeur

général des services de la mairie de Pompey, au commandant de la gendarmerie, à la chef de la police municipale, au chef de la police intercommunale, au directeur régional de l'environnement, au chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, au directeur départemental de l'équipement, au représentant de la société CLEAR CHANNEL, au directeur de la société AVENIR, au directeur de la société VIACOM OUTDOOR, à M. Laurent THIVEL de la société PUBLIMAT et à M. Jean Louis CHARPENTIER de la société Les enseignes CHARPENTIER.

Pompey, le 18 janvier 2008

Le maire,
Laurent TROGLIC

Le plan annexé est consultable à la mairie de Pompey et à la préfecture, DDDP11.

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

*Direction départementale de l'équipement
Service aménagement, risques et urbanisme*

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 12806 du 26 février 2008 autorisant A.I.R. à exécuter des travaux sur la commune de Homécourt

Par arrêté préfectoral n° 12806 en date du 26 février 2008, A.I.R., ZA de la Paix, 4 rue de Soissons à 57240 NILVANGE a été autorisé à exécuter les travaux en vue de la création d'un poste HTA 20 KV – alimentation SCI Cindy rue de la Mine, sur la commune de Homécourt.

AUTRES SERVICES

Caisse centrale de la mutualité sociale agricole

Extrait de la décision du 12 février 2008 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant la transmission de données issues de la DUE et du TESA à l'ANPE, à AGRICA et à la Direction des études et des répertoires statistiques de la CCMSA

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

DECIDE

Art. 1^{er} : Il est créé un traitement de données à caractère personnel au sein des organismes de Mutualité sociale Agricole qui a pour objet de transmettre à l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE), à l'Association de Gestion pour le compte des Régimes de Retraites Complémentaires des professions Agricoles (AGRIC) des données relatives à l'emploi (embauche, contrat de travail etc...) et à la Direction des Etudes et des Répertoires Statistiques (DERS) de la CCMSA des données relatives au Contrat Nouvelle Embauche (CNE). Cette transmission de données permet à ces organismes de :

- assurer un suivi non nominatif de l'emploi agricole pour l'ANPE,
 - simplifier les procédures administratives des employeurs en réalisant des opérations, d'affiliation et de radiation des salariés et des entreprises sur la demande d'AGRIC,
 - suivre les besoins statistiques liés à la mise en place du CNE pour la DERS.
- La durée du traitement est subordonnée à la durée des conventions. Les données seront conservées pendant 6 mois.

Art. 2 : Les informations concernées par ce traitement sont : données relatives à l'établissement employeur: n° SIRET, code NAF, code postal, n° département de la MSA, raison sociale, nombre total de salariés de l'entreprise ;

données relatives à l'affiliation du salarié aux régimes complémentaires : affiliation à la CAMARCA retraite, affiliation à la CAMARCA décès, affiliation à la CAMARCA GIT, affiliation à la CPCEA, affiliation à la CCPMA, cotisation à la CRRCA ;

données d'identification du salarié : n°invariant MSA, NIR, nom patronymique, nom d'usage, prénom, sexe, date de naissance, adresse, code commune INSEE de résidence, code postal ;

données relatives à l'emploi : type de contrat, qualité du salarié, durée de CDD, temps partiel, date de radiation, catégorie d'emploi, type de contrat particulier (CNE).

Art. 3 : Les destinataires des données visées à l'article 2 sont :

L'ANPE, AGRICA et la Direction des études et des répertoires (DERS) de la CCMSA.

Art. 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Toute personne peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données la concernant.

Art. 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Correspondant à la protection des données à caractère personnel,
Christian FER

Bagnolet, le 12 février 2008 Le Directeur Général de la Caisse Centrale
de la Mutualité Sociale Agricole,
Yves HUMEZ

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE LORRAINE est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité de son Directeur Général, Monsieur Jean-Marie GERARD pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 25 février 2008

Le directeur général,
Jean-Marie GERARD

